

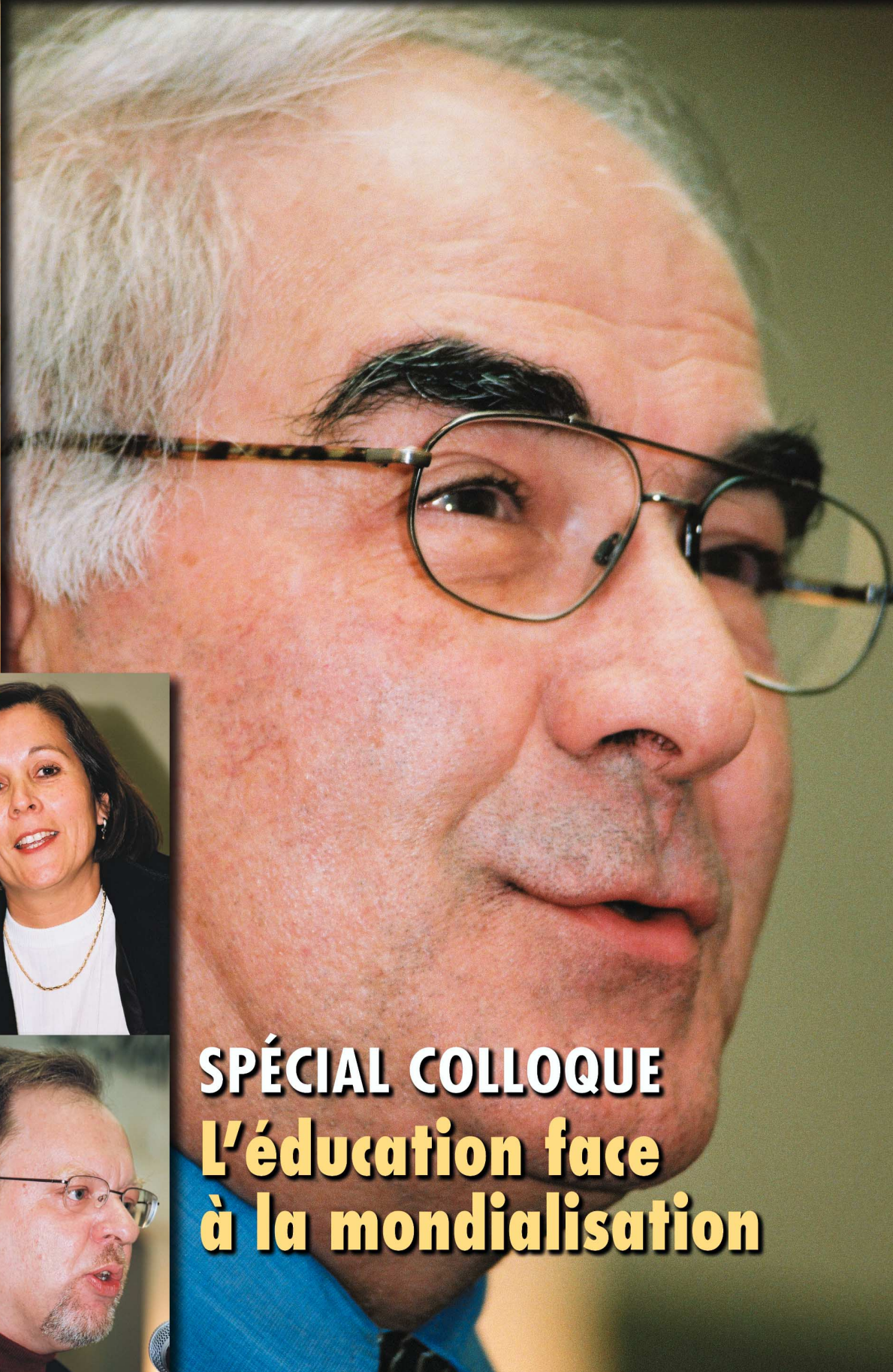
FNEEQ



CSN

CARNETS

fédération nationale des enseignantes et des enseignants du québec (fneeq-csn) VOLUME 1 N° 2



SPÉCIAL COLLOQUE
L'éducation face
à la mondialisation

Un événement marquant

Oui, c'est le mot qu'il faut utiliser pour décrire ce colloque qui a réuni près de 300 personnes, membres de la FNEEQ, représentantes et représentants des comités éducation, du collectif international, des fédérations et des conseils centraux de la CSN. Plusieurs personnes des milieux de l'éducation, de l'éducation des adultes et de l'éducation populaire s'étaient également jointes à nous.

Devant la nécessité de mieux saisir les effets de la mondialisation sur le secteur de l'éducation, d'en approfondir les enjeux et de développer une expertise, la fédération a déployé des énergies pour permettre la tenue de cet événement. La mondialisation et la volonté des négociateurs gouvernementaux afin d'inclure le secteur de l'éducation dans les accords de libre-échange nous interpellent fortement. Dans le cadre de ces négociations, l'enseignement supérieur pourrait être particulièrement visé, sa mise en marché étant facilitée par la prolifération des nouvelles technologies de l'information et des communications



Pour la FNEEQ, la solidarité internationale est un élément essentiel de notre action syndicale: créer des liens, échanger des expertises, appuyer le travail d'organisations d'enseignantes et d'enseignants sont autant d'actions que nous menons depuis plus de 20 ans. C'est la raison pour laquelle nous avons convié des militantes et militants du Brésil, de Cuba, d'Haïti et du Pérou à venir partager avec nous leurs expériences et leurs réflexions.

Quant à nous, nous allons agir pour informer nos membres et intervenir, de concert avec les organisations syndicales nationales, régionales et internationales, afin de faire en sorte que l'éducation demeure ce qu'elle doit être : un droit inaliénable.

En attendant la publication des Actes de ce colloque cet automne, nous vous offrons donc un numéro consacré en grande partie aux débats et conférences qui se sont déroulés les 5 et 6 avril 2001. Nous ferons également une place au forum syndical et à celui sur l'éducation qui ont été organisés dans le cadre du deuxième Sommet des peuples des Amériques, qui a eu lieu à Québec du 16 au 21 avril 2001.

Bonne lecture.

Le président,

Pierre Patry

sommaire

3 Au delà des pièges, des pistes d'action

Vu du Sud

5 Brésil: Samba à haut risque

7 Pérou: L'éducation est déjà un marché

8 Cuba: Mythes et réalité

9 Haïti: La perle écaillée

11 La soirée de solidarité

10 Réinvestir le métier de façon combative

14 Les systèmes éducatifs publics sous la pression marchande

16 Le Sommet des peuples

20 Déclaration du colloque



CARNETS est la publication officielle de la Fédération nationale des enseignants et des enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN). La FNEEQ représente plus de 23000 membres dans les cégeps, établissements privés et universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

FNEEQ, 1601, avenue De Lorimier, Montréal (Québec) H2K 4M5
Tél.: 514 598-2241. Téléc.: 514 598-2190.
Site web: www.fneeq.qc.ca.
Courriel: fneeq.reception@csn.qc.ca

Rédacteur en chef: Pierre Patry
Coordination et rédaction: France Désaulniers
Collaborations: Denis Labelle, Christiane Malet, Laval Rioux
Graphisme: Brunel Design, Gauthier Communication
Photos: Alain Chagnon, Clément Allard (pages 16-18)
Impression: Les travailleuses et travailleurs syndiqués d'Impart Litho (div. Trimocom)
Tirage: 13 000
Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada

Riccardo Petrella

AU-DELA DES PIÈGES... DES PISTES D'ACTION

Laval Rioux

Comité école et société

L'invitation lancée au professeur Riccardo Petrella à l'occasion de ce colloque a révélé un penseur dynamique et un grand inspirateur pour les adversaires du néolibéralisme. Fidèle à sa réputation, il a livré des propos captivants.

Riccardo Petrella nous a d'abord fait le portrait de l'ère post-industrielle que nous vivons actuellement. Les changements constants et l'accélération des mutations dans nos sociétés nécessitent une adaptation continue. La connaissance constitue la principale richesse et la forme la plus avancée de la valeur des échanges. Nous assistons à un mouvement de privatisation des biens collectifs qui mène à une convergence des marchés de la connaissance et des biens matériels. Pour Riccardo Petrella découlent de ce tableau les cinq pièges qui menacent l'éducation dans le monde d'aujourd'hui.

Les cinq pièges

Le premier piège consiste à nier les valeurs humanistes et à considérer l'individu comme une ressource comme les autres, une ressource « humaine » définie par son employabilité: « Ne devenez jamais une ressource humaine non-recyclable », nous exhortait M. Petrella, car il en sera fait de nous tous. Il faut délégitimer le concept de ressource humaine, piège d'une nouvelle aliénation.

Le second piège est celui de la compétitivité. Appliqué à l'éducation, il en résulte que les politiques sont définies de plus en plus par le secteur privé en fonction de leurs besoins et de leur rentabilité. Ceci entraîne une compétition entre établissements – les palmarès – et a un effet sur les dépenses sociales, sur l'accessibilité à l'éducation et à la formation pour toutes les citoyennes et tous les citoyens. En passant, le professeur Petrella ridiculisait les 330 millions \$ que le gouvernement québécois consacre à la



lutte à la pauvreté alors que 70 millions \$ ont été dépensés pour construire une enceinte protectrice à l'occasion de la tenue du Sommet des chefs d'État à Québec.

Le troisième piège est celui de la marchandisation tous azimuts et en particulier celle des connaissances et du savoir. Riccardo Petrella décrivait la volonté de mainmise des firmes transnationales sur ce marché formidable de 2000 milliards \$ en pleine expansion. Il mettait en garde les participantes et les participants du danger qui menace particulièrement l'enseignement supérieur. Citant l'événement du Marché mondial de l'éducation tenu à Vancouver l'an dernier, il a pris l'auditoire à partie: « Avez-vous protesté contre cela, vous les syndicats? ».

Le quatrième piège est plus subtil et concerne l'apparition de la technologie comme culture dominante. Avec comme conséquence la valorisation des sciences débouchant rapidement sur des applications pratiques, au détriment des sciences de l'homme qui risquent d'être mises au rancart. Ce fut un vibrant appel à la philosophie humaniste qui



Anne-Marie Oliveira

BRÉSIL : samba à HAUT RISQUE



marque l'histoire des civilisations occidentales et même orientales.

Le cinquième piège, qualifié de pervers et sournois, consiste à substituer dans les politiques gouvernementales d'éducation le critère d'égalité de droit à celui d'équité méritoire pour l'accès à la formation. Plusieurs pays membres de l'OCDE prônent déjà cette philosophie. Ainsi, l'éducation serait réservée aux meilleurs, aux plus aptes, aux plus productifs des citoyennes et citoyens dans un faux esprit de justice distributive, selon la mesure des talents et des ressources. Ce serait la fin de l'émancipation personnelle et collective.

Que faire ?

Riccardo Petrella nous a esquissé quatre pistes de solutions, avec quelques préalables. D'abord, il faut délégitimer les concepts fondateurs de l'approche néolibérale en éducation, tels que la compétitivité, la ressource humaine, la technologie, pour ensuite reconquérir la maîtrise de l'agenda culturel du monde de l'éducation en l'enlevant aux pouvoirs marchands et en politisant à nouveau les enjeux sociaux.

La première piste est celle de la lutte contre le système financier actuel et la dénonciation du néolibéralisme. Le rôle des enseignantes et des enseignants est capital dans cette lutte, car ils sont les agents de formation de l'esprit critique de la jeunesse, aussi victime de l'illusion marchande.

La seconde piste consiste à réinventer le politique et à rétablir la responsabilité des choix collectifs. Il faut créer une véritable autorité mondiale de défense des biens collectifs que sont la santé, l'éducation, les ressources comme l'eau. L'Unesco, l'agence des Nations unies responsable de l'éducation, des sciences et de la culture n'est plus en mesure de jouer son rôle adéquatement: les discussions sur ces sujets se déroulent maintenant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La troisième piste concerne l'ouverture aux différentes cultures que l'on trouve sur la planète. Le professeur résume cette attitude en disant qu'il faut apprendre «à dire bonjour à l'autre».



La quatrième piste réside dans l'internationalisation des luttes, notamment celle du mouvement syndical. La solidarité est devenue une exigence commune de salut, de résistance pour abattre le pouvoir des puissants et l'exploitation des faibles.

Évitons les pièges: agissons!

En ce sens, Riccardo Petrella croit en ces luttes politiques mondiales, pour la démocratie sous toutes ses formes et partout, selon un plan d'instauration d'ici cinquante ans. C'est la seule façon de valoriser le bien commun et de rétablir l'intérêt général. Il donnait l'exemple brésilien de la gestion participative de la ville de Porto Alegre, où la population est consultée et intervient dans les décisions qui la concerne.

S'adressant plus particulièrement aux jeunes, Riccardo Petrella les encourage à participer aux manifestations comme celle de Québec. Il est persuadé que les jeunes sont prêts à faire une révolution des valeurs qui leur ont été inculquées par la culture dominante. Il terminait sa présentation sous les applaudissements chaleureux de la salle, par cette exhortation: «Pourquoi ne pas se battre pour un welfare mondial?»

Dans le cadre du colloque, nous avons pu bénéficier de l'apport de militantes et de militants de pays du Sud. C'est ainsi que nous avons rencontré Yamila Lafourie, médecin à Santiago de Cuba et Alfredo Barzaga, avocat et membre du secrétariat de la Fédération étudiante universitaire (FEU) à La Havane, Alejandra Rossel Diaz, une enseignante de formation qui travaille actuellement pour DESCO, une organisation non gouvernementale à Lima au Pérou, Anne-Marie Milon Oliveira, qui enseigne à la faculté des Sciences de l'éducation de l'Université fédérale Fluminense à Rio de Janeiro et qui est formatrice au programme Éducation et citoyenneté du Centre d'action communautaire (CEDAC) de Rio de Janeiro et Jean-Claude Jean, philosophe de formation, ex-enseignant qui est actuellement consultant pour diverses organisations haïtiennes et québécoises. À la lecture des textes qui suivent, on prend conscience de la nécessité de développer et de renforcer cette solidarité à l'échelle des Amériques. C'est le droit à l'éducation qui est en jeu.

Denis Labelle*

DL: Madame Oliveira, le colloque vient à peine de se terminer. Quelles sont vos premières impressions?

AMO: Ce fut un moment privilégié de synthèse sur les grands enjeux auxquels est confronté le droit à l'éducation publique partout dans les Amériques. Ce fut également un moment important d'identification de problèmes communs, par exemple, celui de la précarisation du métier qu'est celui d'enseigner. D'ailleurs, je fus étonnée d'entendre parler de la précarisation en marche du statut de l'enseignant au niveau supérieur au Québec. Au Brésil, nous connaissons de plus en plus le statut de l'enseignant ou de l'enseignant «substitut», ce qui me rappelle le statut des chargés de cours ici au Québec.

DL: Et quel est ce statut de professeur-e substitut au Brésil?

AMO: Je suis moi-même une professeure substitut, c'est-à-dire que je suis engagée pour une année et qu'à la fin de cette année, on pourra décider de me réengager ou non. Cependant, si on me réengage, ce sera pour une période d'une seule autre année afin de ne pas excéder deux années de service au sein d'une université publique, car ceci aurait pour effet, selon la loi brésilienne du travail, de m'accorder

* Denis Labelle est professeur au département des techniques de travail social au cégep de Trois-Rivières. Il est membre du comité d'action internationale de la fédération.

le droit de revendiquer le statut de fonctionnaire. J'obtiendrais par la même occasion une stabilité d'emploi, ce que vous appelez ici la permanence. Depuis plus de six ans, le gouvernement n'ouvre plus de concours au sein des universités publiques: il attend patiemment les départs à la retraite qui seront les



occasions d'utiliser les professeurs substitués. Certaines universités emploient plus de 30 pour cent de professeur-es substitués en une seule année scolaire. C'est ici une façon de contourner la loi brésilienne du travail.

DL: Vous devez donc frapper à la porte d'une autre université pour trouver du travail. Cela pourrait signifier l'obligation d'aller travailler dans une autre région ?

AMO: Si ce n'était que cela! Ce système de précarisation de l'emploi fait en sorte qu'il m'est impossible, après avoir travaillé deux années au sein d'une même université publique, d'être engagée par toutes les autres universités publiques du pays et cela pour une période d'une année. Dans mon cas, toutes les universités publiques du Brésil me seront



donc fermées à partir de mars 2002, et ce, pour une période d'un an. Ce qui m'oblige, ainsi que toutes celles et tous ceux qui comme moi sont des professeur-es substitués, à exercer deux ou trois métiers.

DL: Vous parliez d'entrée de jeu «des problèmes» communs...

AMO: Nous connaissons aussi chez nous les contrats de performances liés à l'évaluation, à des processus de contrôles qui viennent de l'extérieur et sans réelles consultations. Un exemple concret de ce type de contrôle, c'est le classement des universités, qu'elles soient publiques ou privées, riches ou pauvres. Aucune consultation sur le bienfait de cette mesure, de ce palmarès, encore

moins de consultation sur les critères utilisés, fort discutables par ailleurs. De plus, si une école refuse de se soumettre à l'exercice, les étudiants pourront se voir refuser la diplomation étatique.

La réduction du financement de l'éducation publique et l'intérêt du secteur privé pour celle-ci nous amènent sur la même route et c'est celle de voir l'éducation publique réservée aux pauvres. Quand un service public n'abrite plus toutes les classes sociales, le risque est grand qu'il ne devienne un service public de deuxième ordre. On assiste à ce phénomène du côté des services de la santé au Brésil, où le service public du type dernier recours ou filet de secours n'a plus du tout la même exigence de qualité.

DL: Des Amériques solidaires, c'est une reconnaissance qu'on ne peut relever seul le défi...

AMO: La majorité des enseignantes et des enseignants au Brésil, des niveaux primaire et supérieur, n'est pas consciente des enjeux mondiaux ou du moins reconnaissent plus facilement les obstacles locaux au développement de l'éducation publique. Pour l'enseignant du primai-



re, l'obstacle sera le maire de la ville puisqu'il est l'employeur, tandis que pour l'enseignant du supérieur, l'obstacle sera le ministre de l'Éducation ou bien le Président de la république. C'est pourquoi, il faut ici reconnaître l'importance du Forum social mondial tenu en janvier 2001 à Porto Alegre comme étant un formidable déclencheur des consciences.

Faisons place au niveau continental à la recherche, aux colloques, aux congrès, à la diffusion de l'information entre nous et soutenons la place et la parole des enseignantes et des enseignants quand il est question d'éducation. Refusons solidairement que soit décréter d'en-haut que les enseignantes et les enseignants sont incompetents et qu'il faut leur fournir une formation «techniciste» vouée à l'utilitarisme marchand de la pédagogie.



PÉROU: L'ÉDUCATION est DÉJÀ UN MARCHÉ

Au Pérou, la question n'est pas de savoir si on va privatiser le secteur de l'éducation, mais quelle forme de financement on devrait y apporter! Pour Alejandra Rossel Diaz, la réponse est claire: il faut choisir un financement adéquat pour répondre aux vrais objectifs que l'éducation représente pour un pays, pour une société. Il importe de préserver l'éducation publique et que son financement vienne de l'État. Après tout, ce sont les impôts que paient les citoyennes et citoyens qui constituent le budget des gouvernements.

France Désaulniers

La solution réside donc en l'augmentation des budgets destinés à l'éducation et ce, tant au Pérou que dans les autres pays. L'éducation privée est discriminatoire, puisqu'elle est accessible aux étudiantes et aux étudiants fortunés. Privatiser, cela risquerait de faire de l'éducation un privilège, voire un commerce. L'État ne peut pas – et ne doit pas – abandonner l'éducation. Actuellement, le gouvernement péruvien ne fait qu'administrer les fonds internationaux. Il a perdu la capacité de décider pour lui-même, par lui-même et pour ses citoyennes et ses citoyens. Ce sont les grandes institutions internationales qui dictent les actions du gouvernement.

Plusieurs pays d'Amérique latine connaissent les mêmes problèmes, quoique dans certains pays la situation soit plus criante. Il faut développer et accentuer notre solidarité pour faire face à ces problèmes, parce que c'est le moyen d'éviter de devenir insensible aux problèmes d'injustice et de pauvreté.

L'éducation, enjeu de taille

Il y a eu des élections présidentielles le 8 avril 2001 et au cours de la campagne électorale, tous les candidats ont parlé de l'importance que revêt l'éducation pour une société, tous ont parlé d'éducation gratuite,



Alejandra nous dit: J'ai bien apprécié la conférence. Un élément important que je retiens, c'est la nécessité d'avoir un espace pour renforcer la lutte politique. J'ai noté plusieurs similitudes entre la situation des profs des Amériques. Ce séjour est très stimulant pour moi: en quatre jours, il a suscité un foisonnement de réflexions. C'est la tête remplie d'idées que je rentre à Lima, espérant que ce court séjour aura permis de jeter les bases d'une nouvelle collaboration!

de mettre sur pied de nouvelles universités et de hausser les salaires des enseignantes et des enseignants. Il est important de noter que le thème de l'éducation était nouveau dans un débat électoral, probablement à cause du fait que les jeunes forment une grande partie de l'électorat. Le résultat de l'élection n'a pas confirmé de gagnant. Un deuxième tour sera donc nécessaire pour élire le prochain président. Les deux candidats qui demeurent en lice sont Alejandro Toledo, qui devance de peu Alan Garcia. Cependant, près de 20 pour cent des électrices et des électeurs sont indécis, ce qui représente un grand pourcentage et rend le résultat final difficilement prévisible.

L'éducation pour toutes et tous?

L'accès à l'éducation est gratuit en principe, mais on se heurte rapidement à deux problèmes: le manque d'appui des familles à l'éducation des enfants et le fait que de nombreux enfants doivent travailler pour subvenir en partie aux besoins des leurs. En outre, il existe des différences marquées entre les zones urbaines et rurales. Alors qu'en ville, les enfants complètent généralement neuf ans de scolarité, c'est à peine pendant cinq ans que l'on retrouve les enfants des campagnes à l'école.

Défi majeur

La valorisation de la profession enseignante représente en défi fort important. Le salaire moyen d'un professeur est de moins de 200 \$US/mois, alors qu'on estime qu'une famille (2 adultes, 2 enfants) devrait bénéficier de plus du double pour subvenir à ses besoins. Plusieurs enseignantes et enseignants quittent donc l'enseignement parce qu'ils doivent gagner

CUBA : mythes et réalité

Christiane Malet*

CM: Nous savons qu'aujourd'hui la norme des gouvernements à travers les Amériques est de couper de façon substantielle dans les services de santé et dans l'éducation. Qu'en est-il à Cuba?

YL et AB: Vous devez savoir que quelques années seulement après le triomphe de la Révolution en 1959, et malgré le blocus décrété par les États-Unis, le premier gain de notre processus révolutionnaire a été la campagne d'alphabétisation en 1961, puis celles pour l'accès à la 6^e année, puis à la 9^e année et plus récemment celle pour la 12^e année de scolarité obligatoire.

Cela est très important, car on doit se rappeler qu'en 1953, seulement 56,4 pour cent des enfants d'âge scolaire pouvaient aller à l'école primaire et uniquement 28 pour cent des jeunes entre 13 et 19 ans pouvaient poursuivre leurs études au secondaire. De plus, l'accès à l'éducation supérieure était très limité. Il n'existait à l'époque que trois universités: celle de La Havane et celle d'Oriente, créées en 1947, et celle de Las Villas, en 1952. De plus, les trois étaient des universités privées. Pour ce qui est de la formation des enseignantes et des enseignants, on retrouvait dans chaque université une Faculté d'éducation et dans tout le pays, 16 écoles normales, soit une dans cha-

que province. L'enseignement technique était très limité à cause du manque de ressources éducatives de base; quant à l'éducation spécialisée, elle était reléguée aux oubliettes.

Aujourd'hui, le gouvernement consacre 10 pour cent du PIB à l'éducation. Celle-ci est obligatoire et gratuite de la maternelle jusqu'à la fin de l'université et nous pouvons dire aussi que l'enseignement qui y est donné est de haute qualité. Cuba compte aujourd'hui plus de 12 200 écoles, incluant des écoles spécialisées pour les enfants handicapés. Des trois universités que Cuba comptait avant la Révolution, nous sommes passés à 47 en 2001.

Nous avons traversé une période très difficile après l'effondrement du camp socialiste. Cependant, aucune école n'a fermé ses portes et aucun enseignant ne s'est retrouvé sans emploi. Au contraire, nous avons tout fait pour améliorer l'accès à l'enseignement.

CM: Pourriez-vous nous dire quelques mots sur les nouveaux projets en éducation que le gouvernement a mis de l'avant dernièrement et ce que cela implique?

YL et AB: Nous avons plusieurs projets qui nous tiennent à cœur. En ce moment, le pays se prépare à hausser le niveau de la formation culturelle et intégrale de la population. Le gouvernement a distribué plus de 27 000 téléviseurs et 19 000 vidéos dans toutes les écoles du pays. Dans les quelques zones non encore électrifiées, on a mis en place un projet d'énergie solaire afin de permettre cette formation. On a également im-



suite du texte de la page précédente

leur vie, alors que d'autres exercent un deuxième métier pour arriver à boucler leur budget. La passion, ça ne fait pas vivre... La question de la formation des enseignantes et des enseignants est également discutée, plusieurs souhaitant qu'elle soit revue et améliorée.

Du côté des organisations syndicales

Une crise profonde affecte les syndicats au Pérou. Les mesures du gouvernement ont fait en sorte que les syndicats sont en état de survie. Le Syndicat national des travailleurs en éducation (SUTEP) ne fait pas exception. Les nombreux changements aux lois du travail l'ont lourdement affaibli. Fujimori, président du Pérou de 1990 à 2000, avait instauré une pratique particulière: les enseignantes et les enseignants étaient embauchés pour une seule année, les contrats ne comportaient aucun avantage et laissaient toute la place au contrôle. Partisan ou adversaire de Fujimori, là résidait la réponse au renouvellement des contrats. Les directions d'écoles étaient aussi en place avec un contrat annuel. Est-il nécessaire d'élaborer sur la difficulté d'établir un plan de formation?

* Christiane Malet est superviseuse de stages à l'Université du Québec à Montréal et membre du comité d'action internationale de la FNEEQ.

Jean-Claude Jean

Haïti : La perle écaillée

Laval Rioux*

Monsieur Jean-Claude Jean, de l'Institut Karl-Lévêque a fait le point sur la situation en Haïti. L'éducation publique y est en déperissement, un peu à l'image de la société haïtienne. L'État ne consacre que 12% de son budget aux écoles et ne contrôle que 20% des établissements qui sont très délabrés et sans équipement. La formation des maîtres laisse à désirer et l'on exerce la répression des enseignantes et des enseignants. Il y a pourtant un consensus social qui favorise l'éducation et la formation. L'éducation est dispensée par des écoles privées qui appartiennent à des hommes d'affaire; on y engage des enseignantes et des enseignants mal préparés et sous-payés. L'école est le reflet d'une société en décomposition sociale, sans mobilité générationnelle, sinon pour la classe bourgeoise qui accapare toutes les ressources au détriment du développement collectif.

Monsieur Jean a aussi contribué à la réflexion au sujet des stratégies et enjeux lors de la table ronde finale. Il nous a entretenu d'une analyse sur les problèmes liés à l'action sociale et politique, problèmes que la

planté des cours télévisés d'anglais et de français ainsi que des cours de critique littéraire et musicale, des cours de techniques narratives en plus de cours d'histoire et de géographie. Afin d'améliorer l'accessibilité à toute la population à cette nouvelle technologie qu'est l'informatique, nous sommes en train d'organiser quelque 300 clubs d'ordinateurs pour les jeunes à travers le pays. Nous pensons qu'en plus, cela va être un excellent support à l'enseignement.

Nous sommes aussi en train de former en ce moment et de façon urgente, dans certaines régions du pays qui en avaient besoin, des enseignantes et des enseignants du niveau primaire. Ceci va nous permettre d'ici septembre prochain d'avoir deux enseignants par 20 élèves.

CM: Comment voyez-vous la mondialisation?

YL et AB: Cuba accepte le défi de la mondialisation comme un processus physiologique, comme une conséquence des avances scientifiques et techniques de l'intelligence humaine, mais uniquement quand cela permet le développement égalitaire, la mondialisation de la paix et de la solidarité afin d'être des femmes et des hommes meilleurs. Cependant, nous n'accepterons jamais le néolibéralisme qui s'accapare nos cultures, notre environnement et l'homme lui-même. C'est pour cela que Cuba considère chaque fois plus important le rôle que jouent l'école, les enseignantes et les enseignants et les professeur-es ainsi que le rôle de la famille dans la formation de cet homme meilleur; le rôle de l'État, des systèmes et des volontés politiques, le rôle de la société aussi comme un espace où se concrétisent tous nos objectifs.

«Plus nous serons éduqués, plus nous serons indépendants», disait José Marti et c'est ce chemin que Cuba a choisi. Nous allons toujours de l'avant et nous ne retournerons jamais à l'ignorance!



mondialisation pose dans son ampleur et dimensions nouvelles. Qui est l'ennemi? Avons-nous une réponse à la crise d'identité de l'acteur politique? Notre savoir de l'action nous permet-il de reformuler un projet politique critique? Sommes-nous pris dans le choix qui oppose une «rambocratie» à une démocratie de participation? Sans apporter de réponses à ces questions, Jean-Claude Jean a posé pour nous les balises d'une réflexion à poursuivre pour dégager une véritable stratégie à longue portée.

* Laval Rioux est chargé de cours à l'Université de Montréal et membre du comité école et société

La soirée de solidarité

Extraits de l'allocution du président de la CSN, Marc Laviolette

Ces journées reflètent bien l'inquiétude de nos membres pour la conjoncture internationale et l'impact de la mondialisation sur leurs vies et leur société... Cette priorité correspond à des besoins et à une volonté de notre membership à la base d'en saisir tous les enjeux et de se mobiliser pour le respect de leurs droits.

Est-ce une calamité? Est-ce un phénomène nouveau? Est-ce une évolution à un stade historique de l'économie de marché ou du capitalisme?

Tous en parlent, tous sont atteints. Tous souffrent à cause des inégalités qu'elle génère.



Saluant l'initiative de la FNEEQ, le président de la CSN a prononcé l'allocution d'ouverture.



La soirée de solidarité a donné lieu à des moments privilégiés. Nous avons entendu les témoignages de nos deux invité-es cubains et conversé avec Vincent Dagenais directement de Buenos Aires où se déroulait une grande manifestation des organisations de la société civile à l'occasion de la réunion des ministres du Commerce des Amériques, qui mettaient

la dernière touche aux textes à être discutés à Québec. Luc de Larochelière a interprété quelques-unes de ses chansons les plus connues, dont *Amère America*.

Christiane Malet, l'animatrice de la soirée, a fait lecture d'une lettre adressée au comité d'action internationale de la fédération au début du mois d'avril. L'organisation syndicale ANDES 21 de Junio faisait état de la triste situation au Salvador à la suite des tremblements de terre du début de l'année 2001. Appelés à se solidariser, toutes et tous ont contribué et c'est une somme de 585\$ qui a été recueillie et versée à ANDES 21 de Junio. Merci!

Chers camarades de la FNEEQ,

Recevez les salutations fraternelles du Conseil exécutif d'ANDES 21 de JULIO et de l'ensemble des enseignantes et des enseignants du Salvador.

Nous désirons vous informer que les tremblements de terre de janvier et février derniers ont non seulement affecté l'ensemble du système éducatif mais aussi les enseignantes et les enseignants. Nous déplorons la mort de sept enseignants et de 20 éducateurs populaires dans différents endroits du pays. Sur les 5 000 écoles que nous avons, 2 000 ont subi de lourds dommages; plus ou moins 400 ont été détruites et sur celles qui restent, 1 000 ont subi de sévères dommages. Approximativement 5 000 enseignants n'ont plus de toit où y vivre et plus de 1 300 autres ont vu leur logement ou leur maison sérieusement endommagé. [...]

À San Salvador, l'édifice central d'ANDES a subi des dommages considérables que nous devons absolument réparer.

Ce que nous venons de vivre et vivons encore remet en question les projets de travail que nous avons planifiés pour cette année, tant sur le plan éducatif que syndical [...]

En nous basant sur l'esprit de notre jumelage et sur la solidarité que vous avez toujours démontrée envers ANDES, nous vous demandons, et ce très respectueusement, une aide économique spéciale afin de nous aider dans cette tâche extrêmement difficile qu'est la nôtre. Il est certain que nous vous tiendrons au courant et nous vous détaillerons la façon dont cet argent aura été utilisé.

Nous vous remercions de votre coopération sur laquelle nous pouvons toujours compter.

Un salut fraternel à toutes et tous de la FNEEQ,

Prof. Arnaldo Vaquerano
Secrétaire général d'ANDES

Lettre reçue au début du mois d'avril 2001

Denise Trudeau, deuxième vice-présidente de la FNEEQ, a ouvert la soirée.



Les délégués cubains ont livré des témoignages éloquents.



Les invité-es d'Amérique latine ramèneront chez eux des souvenirs du Québec.

Une collecte a permis de recueillir près de 600\$ pour appuyer les syndicalistes enseignants salvadoriens victimes d'un tremblement de terre.



Le chansonnier Luc de Larochelière nous a offert un spectacle sympathique.



Évidemment, il n'y a pas de soirée de solidarité sans bière. Et quand le photographe passe, il faut bien y prêter attention.



Extraits du mot de bienvenue de Pierre Patry



Les effets de la mondialisation sur l'éducation sont peut-être moins apparents que dans d'autres secteurs d'activités, mais ils sont tout aussi pernicieux et dommageables pour l'ensemble de la population. L'éducation est essentielle au développement de la démocratie, il importe de contrer le principal danger qui la guette, soit une vision utilitariste qui compromet l'objectif de formation de citoyennes et de citoyens libres et actifs. Nous devons contribuer à développer de véritables pistes syndicales et populaires pour contrer les projets des néolibéraux qui, en toute absence de débats sociaux et dans le plus grand secret, négocient des traités qui compromettent nos choix sociaux et constituent une attaque à la souveraineté réelle des États, aux droits économiques et sociaux des populations.

Maurice Tardif

Réinvestir le métier de façon combative

Laval Rioux

Comité école et société

La présentation du professeur Maurice Tardif, de l'Université de Montréal, intitulée «Relancer la lutte politique et culturelle contre la réduction de l'éducation à l'économie» constitue un programme d'action basé sur une analyse stratégique de la situation de l'éducation dans les Amériques.

Le professeur Tardif a d'abord souligné l'importance d'élaborer de nouveaux instruments d'analyse afin de sortir de nos positions réactives et de rétablir une réelle solidarité entre toutes les enseignantes et tous les enseignants, du primaire à l'université. Nous devons créer des liens réels avec les autres groupes de la profession enseignante des Amériques, dont on ignore trop la diversité culturelle et les besoins pressants en ressources et partage d'expertise.

Une structure démocratique jeune

La thèse centrale du propos de Maurice Tardif est celle-ci: l'institution scolaire en Amériques est une affaire récente —d'à peine une centaine d'années dans le meilleur des cas— et sa démocratisation est encore très jeune. Or, des forces réactionnaires veulent ramener l'éducation au statut d'un privilège réservé à quelques-uns. L'institution scolaire est un produit culturel établi par une volonté politique historiquement déterminée. Les réalités sont contingentes et fragiles autour de cette institution, qui pourrait disparaître si la société changeait de modèle socio-économique. De sorte qu'aujourd'hui les signes d'une régression sont inquiétants et

la résistance doit être préparée pour sauvegarder les acquis de l'école démocratique. Les Québécoises et les Québécois ne semblent pas vraiment conscients de ces enjeux: «Sommes-nous en train de vivre la fin de la démocratisation scolaire au Québec?», se demande Maurice Tardif.



Contrôles d'un nouveau type

L'analyse montre que l'accès à l'éducation est soumis à des contrôles d'un type nouveau, à de nouvelles régulations sur les droits collectifs, subissant un glissement vers la privatisation et un réductionnisme à la rationalité économique. Le professeur Tardif en donne pour preuve les compressions dans le financement, l'intrusion du secteur privé dans la gestion des écoles, la critique d'une éducation prétendument trop coûteuse, la privatisation déguisée des écoles publiques. On pratique une sorte de marché scolaire avec l'idéologie du choix parental et la polarisation des établissements grâce aux palmarès. On constate également une dualisation Nord-Sud dans le développement de la mission étatique

de formation et d'éducation, les pays du Sud connaissant le démantèlement et la privatisation commandés par la Banque mondiale et le FMI tandis que le Nord se questionne sur le rôle de l'école.

Le professeur Tardif attire aussi notre attention sur d'autres phénomènes touchant de plus près la profession enseignante, comme la tendance à tout évaluer qui relève d'une vision technicienne de l'organisation du travail axée sur le rendement et la performance. Un certain utilitarisme envahit l'école, visible avec le développement des NTIC, lequel change la relation pédagogique. «Qui va définir le travail enseignant et garantir son autonomie?» Il y a là tout un défi qui touche l'identité professionnelle des enseignantes et des enseignants, qui vise aussi la préservation d'une culture scolaire fondée sur la relation humaine dans la transmission des savoirs.

Laissez-nous travailler

Que veut-on collectivement, demande le citoyen Maurice Tardif? D'abord un cri du cœur: «Laissez-nous travailler en paix», car nous sommes des acteurs socio-politiques et non des agents de formation économique. Nous sommes des porteuses et des porteurs de culture et de symboles, des maîtres qui savent ce qu'ils font. Il faut cesser de battre en retraite en prétextant nos tâches alourdies et l'impuissance qui fait le jeu des gestionnaires de l'éducation. Tous, nous devons réinvestir le métier de façon combative et reprendre la parole partout pour la défense de l'éducation. Comment? D'abord en nous communiquant, les uns aux autres, ce que l'on vit comme problèmes, et en recherchant des solutions sur le terrain car «on s'est fait tasser dans nos lieux professionnels». Ensuite, en renouant avec la solidarité mondiale des enseignantes et des enseignants qui vivent de semblables situations. Il faut aussi résoudre entre nous nos différends de groupes, entre les ordres d'enseignement. La tâche est énorme et le temps presse.

Céline Saint-Pierre

Les systèmes éducatifs publics sous la pression marchande

Laval Rioux

Comité école et société

Lors d'une table ronde, madame Céline Saint-Pierre, présidente du Conseil supérieur de l'éducation, a esquissé le portrait de l'éducation au Canada et au Québec, ainsi que les enjeux pour un proche avenir. Nous donnons ici les grandes lignes de son allocution.

Les réseaux publics canadiens de l'éducation sont sous l'effet de réformes majeures, surtout aux niveaux primaire et secondaire. Une population en décroissance et des besoins en formation nouveaux occasionnent ce remue-ménage. Bien que le droit à l'éducation soit bien assu-



mé par les provinces, dont c'est le champs de compétence, le gouvernement fédéral cherche à intervenir dans les grandes orientations nationales de formation et d'éducation supérieure. Le niveau de scolarisation se maintient, s'améliore même: la fréquentation obligatoire jusqu'à

la fin du secondaire favorise l'obtention du diplôme d'études secondaires (DES). De plus, le Canada se distingue parmi les pays de l'OCDE quant au taux d'adultes poursuivant des études supérieures. Enfin, aucune province ne remet en question le droit à l'éducation et la plupart s'efforcent de lutter contre l'illettrisme et l'abandon scolaire.

Construire un espace commun

Les systèmes scolaires ont adopté une orientation davantage axée sur le marché du travail, avec le souci de répondre à la compétitivité et à la mondialisation; cela se manifeste à tous les ordres d'enseignement par diverses réformes des programmes de formation. Ainsi de nouveaux enjeux se dessinent. Parmi ceux-ci, on remarque l'ouverture au pluralisme culturel et à la réalité internationale, qui passe par une formation à la citoyenneté. C'est là une nouvelle mission confiée à l'école. Comment construire un espace commun du vivre ensemble, au plan local, national et international? Les programmes de formation «doivent permettre le développement de compétences afin de créer des bases de valeurs communes et d'accroître la compréhension mutuelle et la coopération», tel que le préconise le Conseil supérieur.

Face à la mondialisation

L'autre enjeu important concerne l'avenir de l'enseignement supérieur face à la mondialisation. Les consensus sur l'orientation de la formation sont loin d'être établis. Les établissements s'engagent dans des opérations de coopération internationale, d'échanges d'étudiants, de formation à distance, alors que l'on révisé les programmes disciplinaires et qu'on



impose des plans fondés sur la performance et la réussite étudiante. La recherche universitaire s'engage aussi dans les voies dangereuses de la subvention par les grandes firmes nationales et transnationales. Il faut penser à aider les pays en développement à produire leur propre recherche «branchée sur les besoins du pays».

Éviter la marchandisation

Un autre enjeu consiste à «prendre le virage de l'éducation tout au long de la vie» tout en évitant le clientélisme et la logique marchande. L'école est vue comme un vaste marché à conquérir par les grandes firmes de communication, avec l'extension des NTIC et la demande accrue de formation qualifiée. Qui reconnaîtra les diplômés? Qu'advient-il de la mobilité des diplômés et de l'exode des cerveaux pour les pays en développement?

Madame Saint-Pierre nous soumet là un défi de taille à relever pour une réelle solidarité des Amériques en matière de droit à l'éducation.

Vol au dessus d'une salle de colloque

Ariane Émond

animatrice du colloque



C'était début avril et pas encore tout à fait le printemps. On pourrait dire un temps hésitant. Entre l'hiver de notre époque aux valeurs si glaciales et l'été de nos rêves, qu'on appelait de tous les pores de notre peau sans teint. Dedans, à l'ombre des tours du métro Longueuil, il faisait chaud et assez bon, en fait.

Assise devant plus ou moins 250 paires d'yeux appartenant majoritairement à des profs, à deux ou trois étudiants et à quelques dizaines de personnes impliquées dans le milieu communautaire, quand je m'adressai à la foule le premier matin, j'ai prié discrètement la bonne déesse. Faites que nous sortions d'ici demain dynamisés et non pas davantage pétrifiés devant le rouleau compresseur néolibéral mondialisant. Je parle pour moi, mais je fus exaucée...

Un récent séjour dans la région des Grands Lacs africains m'avait gonflée à bloc, donné le goût de quitter ma réserve plus régulièrement et détourner parfois mon regard de l'écran de montage où j'use mes yeux bleus et mes vertèbres cervicales. L'effet de la Marche mondiale des femmes sur l'ardeur des Rwandaises, Burundaises et Congolaises pour canaliser leurs énergies autour d'une culture de la paix m'avait grandement impressionnée.



Parallèlement, ces deux jours organisés par la FNEEQ autour des puissants enjeux idéologiques et financiers qui traquent l'éducation des trois Amériques ont aussi rallumé mon désir d'une implication plus intense et ont remis en marche mon dynamo militant. Riccardo Petrella et Maurice Tardif l'ont dit en mille mots et avec brio; nos amies Anne-Marie Oliveira du Brésil, Alejandra Diaz ou Jean-Claude Jean d'Haïti-Montréal l'ont fait comprendre en trois tours de cuillères à pots. Ce n'est qu'ensemble, solidaires et reconnectés sur d'autres projets de développement que nous allons redonner une chance à l'éducation publique, l'enjeu du monde de demain.

En d'autres mots: aux principes d'une mondialisation fondée sur la rentabilité du capital financier, il faut proposer des critères d'investissement et d'échange fondés sur les impératifs du développement des individus et des sociétés. Et ça, c'est le cœur du travail des enseignants. Et ce sera un travail de quelques générations sans doute... Car qu'est-ce que l'éducation?, demandait simplement le philosophe sociologue Tardif. Une activité hautement symbolique, une interaction complexe et à long terme, entre un prof et des étudiants présents dans un même lieu. Un échange, un lien actif. On tente actuellement de le réduire et de le gérer comme une autre activité économique. Comme une autre production, celle de connaissances plus ou moins

pointues. En fait comme une entreprise de formatage d'êtres humains, dédiés à se plier à la loi du marché.

Ce que je retiens de ces séances intensives à vos côtés? Quelques questions franches, certaines envolées lyriques, des éclats de rire, l'intensité de l'écoute, l'intelligence des approches. J'ai été frappée également par certains mots utilisés autrement.

Le mot continentalité. Toute la réflexion à faire autour de cette notion d'ouverture aux autres sans perdre son âme. De notre contribution à l'éclosion d'universités de calibre dans tous les pays des Amériques. Comment allons-nous faire pour nous intégrer à ce mouvement continental des «Amériques solidaires pour le droit à l'éducation»? Comment allons-nous contribuer à la circulation des expertises de profs, de chercheurs et de syndicats d'ici pour se prêter main forte, mutuellement? et non pas diluer nos particularités,



contribuer à la suprématie des maisons d'enseignement soumises à des palmarès réducteurs...

Éducation à la citoyenneté: Comment la repenser pour que les jeunes s'en trouvent véritablement augmentés au plan des valeurs, de leur ouverture sur le monde, de rapports sociaux plus responsabilisés, d'une conscience sociale davantage porteuse de projets sociaux, communautaires, des relations filles-garçons moins antagonistes, et tout ça dans un système public déclassé et mésestimé?

Identité collective professionnelle: Le constat de crise. Quelle sorte de profs



ÉDUCER DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Congrès de l'Internationale de l'Éducation

Le Congrès se déroule du 25 au 29 juillet à Katmandou, au Népal. La FNEEQ, affiliée depuis le mois d'avril 2001, participe aux débats et délègue deux personnes pour ce faire. Les thèmes abordés sont ceux de la privatisation et de la commercialisation des services éducatifs, de l'introduction de mécanismes de marché dans les systèmes de l'enseignement public, des effets des programmes d'ajustement structurel, du fossé technologique ainsi que d'autres défis de taille auxquels l'enseignement et la profession enseignante doivent faire face dans une économie mondialisée.

De plus, le Bureau exécutif de l'IE a sélectionné trois sous-thèmes:

- les partenariats pour l'éducation
- les nouvelles technologies de l'information
- l'impact de la mondialisation sur les droits et conditions d'emploi des enseignants et employés de l'éducation.

Cela rejoint les préoccupations de la FNEEQ et s'inscrit tout naturellement dans les suites des travaux entrepris autour des questions de mondialisation et de marchandisation du secteur de l'éducation.

êtes-vous devenus? Qu'est-ce qui a mené la profession à ce carrefour? Qui est en train de prendre le contrôle de votre travail et à quelles fins? L'image forte des rats blancs qui cavalent dans leurs cages, pressés et culpabilisés de ne pas être à la hauteur de toutes les réformes imposées... La nécessité de reprendre confiance dans le capital «professeur de vie», dans cette belle image de «porteurs culturels, de passeurs de culture...» qui devrait être celle qui vous traverse l'esprit le soir au moment de vous mettre au lit, épuisés.

Enfin le mot utopie: Me suis fait rappeler que de tout temps, l'éducation fut un privilège distribué de manière inégalitaire et que la tendance qui se dessine actuellement, c'est de revenir à cette éducation des populations à deux vitesses. À la grandeur du globe terrestre. L'école publique ouverte et gratuite est loin d'être un droit naturel inaliénable, mais bien «le résultat d'une utopie historique» dicit Maurice Tardif, qu'il nous faudra défendre bec et ongles. Mais la pire utopie, dicit Petrella, c'est de croire que

nous n'arriverons pas à renverser la vapeur, à faire entendre notre voix, c'est de nous laisser convaincre que nous n'y pouvons rien.

Bref si nous avons laissé pourrir et se pervertir notre espace démocratique, il est encore temps de détourner le courant, de le remonter s'il le faut.

Je vous laisse sur ce poème que j'aime d'un vieux Perse du XII^e siècle. Il résume tout et me rappelle que tous les espoirs restent permis. Toujours.

«Ayant bu des mers entières nous restons tout étonnés que nos lèvres soient aussi sèches que les plages et sans cesse cherchons la mer pour les y tremper. Sans voir que nos lèvres sont les plages et que nous sommes la mer.»

« Au bord de la mer »
Attar, poète persan

Sans doute aussi enseignant.

À la prochaine!

Le Forum syndical du Sommet des peuples des Amériques

Christiane Malet

Sis sous le grand chapiteau à l'abri du vent frisquet de Québec, le forum syndical offrait, lui, solidarité ouvrière et chaleur humaine. Quelque mille personnes venues de partout dans les Amériques ont écouté, souvent avec émotion, des témoignages relatant les conditions de travail difficiles dans certains pays.

Si pour Percy Barnevik, président du groupe industriel ABB, la mondialisation est « la liberté d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales », il n'en est pas de même pour les présidences des centrales syndicales du Québec, de la FIIQ et de l'ORIT (Organisation régionale

interaméricaine des travailleurs), qui dès l'ouverture du forum nous ont exposé les enjeux de la négociation de la ZLÉA. Pour Marc Laviolette, le président de la CSN, et pour ne citer que lui, « le mouvement de luttes pour le changement social passe par la syndicalisation, l'égalité, l'équité et le partage de la richesse. » De plus, il souligne l'importance de développer les solidarités et de les mondialiser par des stratégies communes au lieu de se

livrer une guerre économique comme le font le Canada et le Brésil sur la production aéronautique.

Le forum était divisé en deux thèmes centraux. Le premier, en matinée, portait sur les effets de l'intégration économique sur l'exercice des droits syndicaux et sur le marché du travail. Le deuxième, en après-midi, sur les revendications et les stratégies syndicales.

L'intégration économique et les droits syndicaux

Benedicto Martinez, de la Fédération autonome des travailleurs (FAT)



du Mexique, a non seulement expliqué la situation impossible que vivent les travailleuses des maquiladoras mais a décrit aussi ce qui se passe au Mexique aujourd'hui. Pour lui, il est urgent de trouver des formes distinctes de luttes et de construire une organisation capable de combattre les transnationales. Pour John Sweeney, de l'AFL-CIO (États-Unis), les marchés libres ne le sont pas et les travailleurs de nos pays en font les frais. Il s'agit là d'une expansion des pouvoirs nationaux plutôt qu'une ouverture des marchés. L'intégration économique, dit-il, est un mot laid et dur qui enlève du sens à la démocratie. L'ALÉNA ne s'est pas avéré favorable aux travailleurs ; il n'a servi qu'à saper nos lois et à privatiser les services publics.

Plusieurs intervenantes et intervenants ont donné des exemples pour illustrer le phénomène de la délocalisation des entreprises et pensent que la ZLÉA ne fera d'accélérer ce phénomène. Plus près de nous, Lise Poulin, secrétaire générale de la CSN et Michel Arsenault des Métallos ont respectivement présenté les cas de Celanese à Drummondville et de Philips à St-Jérôme.

Durant l'heure du dîner, les délégué-es en ont profité pour échanger sur des réalités plus spécifiques. J'ai pu ainsi discuter avec un professeur du Wyoming des conditions des enseignantes et enseignants à temps partiel que l'on engage massivement pour remplacer les professeur-es d'université qui prennent leur retraite, sans aucune protection ni avantages sociaux, ainsi qu'avec des travailleuses de Colombie et de Cuba sur la situation des femmes en Amérique latine.

Stratégies syndicales

Les présentations dans le cadre du deuxième thème ont permis de comprendre comment ont été mis en place le Mercosur et l'Union européenne. Le Mercosur, ce marché commun du Sud regroupant le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et l'Argentine, s'est conclu sans démocratie participative, nous a dit João Felício de la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT), d'où la nécessité pour les syndicats d'avoir un



Observatoire du travail, une Charte sociale et un Forum consultatif. Quant à l'Union européenne (UE), Jean Lapeyre, de la Confédération européenne des syndicats (CES), a expliqué qu'elle est avant tout un projet politique et non uniquement une zone de libre-échange. La transparence des décisions ainsi que l'implication des secteurs économiques et sociaux ont permis le développement de normes contractuelles.

L'UE est composée maintenant de 25 pays qui partagent des valeurs communes comme la cohésion, la solidarité et la qualité des relations sociales. L'implication des syndicats dans la construction de l'UE a permis de conclure trois accords cadres sur les congés parentaux, le travail à temps partiel et les contrats de durée non déterminée. Mais Jean Lapeyre est formel : l'Europe ne peut pas se construire sur des inégalités, cela ne créerait que des divergences. Durant la période d'interventions qui a

suivi, les délégué-es de différentes centrales ouvrières françaises ont enrichi le débat de leurs expériences sur la formation de l'UE.

Lorsque le délégué cubain, Manuel Montero, de la Centrale de travailleurs cubains (CTC), a expliqué que toutes les luttes contre des accords inégaux sont des luttes que le peuple cubain partage avec nous et que les délégués au Sommet des peuples rapporteront à Cuba les débats entendus ici, d'un seul mouvement l'ensemble du forum s'est levé et l'a ovationné en scandant « Viva Cuba ! ». Puis, Marta Ojeda nous a raconté son expérience de 20 ans dans les maquiladoras, elle qui a vécu mille vies en une seule et son dur combat pour la syndicalisation de ces zones franches. Elle nous a expliqué aussi qu'elle a fondé la Coalition pour la

justice dans les maquiladoras, qui tente de relier les travailleuses et les travailleurs mexicains à leurs sœurs et frères employés par la même entreprise au Canada et aux États-Unis. Pour elle, c'est cela le début d'une solidarité internationale.

La journée s'est terminée par la lecture de la déclaration finale des participants au Forum syndical du Sommet des peuples des Amériques.

Forum continental sur l'éducation

C'est au Holiday Inn de la rue de la Couronne que les délégué-es des syndicats d'enseignantes et d'enseignants des 35 pays des Amériques s'étaient réunis pour faire le point sur la situation dans le secteur de l'éducation et discuter des enjeux auxquels devront faire face les organisations syndicales dans le cadre des négociations

commerciales, particulièrement celles entourant la ZLÉA et adopter un plan d'action. La FNEEQ, membre du comité aviseur de l'organisation du forum, avait contribué à la rédaction du projet de déclaration qui allait être soumis aux personnes présentes. Cinq délégué-es représentaient la fédération.

France Désaulniers

Rappelons tout d'abord que les chefs d'État des Amériques, réunis à Santiago en 1998, affirmaient que l'éducation devrait être une priorité : « L'éducation constitue le facteur décisif du développement politique, social, culturel et économique de nos peuples ». De plus, ils s'engageaient « à faciliter l'accès de tous les habitants des Amériques à l'école maternelle et à l'éducation primaire, secondaire et supérieure [...] ». En avril 2001, à Québec, comment réussiront-ils à expliquer que l'analphabétisme est loin d'avoir régressé et que les conditions de travail des enseignantes et enseignants sont, dans nombre de pays, fort précaires?

Lors de son allocution, Elie Jouen, secrétaire général adjoint de l'Internationale de l'Éducation (IE), a retracé différentes phases de l'éducation publique. Rappelant que l'éducation publique a été mise en place pour assurer un minimum d'éducation aux jeunes qui allaient se retrouver dans le système de produc-

tion industriel de la fin du 19^e siècle, puis que l'éducation publique avait joué un rôle de propagande pour les régimes totalitaires, il a souligné que les critiques envers l'éducation publique ont traversé les époques, mais il exhortait les organisations syndicales à aller de l'avant : « Le syndicalisme, ce n'est pas seulement dénoncer; c'est aussi proposer et tenter de construire des alternatives... »

Les interventions au cours du forum permettent de dégager quelques constats.

La déclaration finale affirme à nouveau que l'éducation est un droit social universel fondamental et que ce droit doit être assuré par un service public sous responsabilité de l'État et financé par celui-ci. De plus on convient de la nécessité de défendre l'éducation pour toutes et tous, afin qu'elle soit un instrument de justice sociale et d'émancipation pour les personnes tout au long de leur vie. Les organisations syndicales doivent lutter pour une éducation publique, gratuite et de

qualité, pour un enseignement supérieur public, gratuit et de qualité et le respect de droits syndicaux. Les délégué-es au forum exigent également l'annulation de la dette publique illégitime des pays des Amériques et la fin de l'application des politiques d'ajustement structurel.

Bref, il est impérieux que l'éducation soit exclue des accords commerciaux. Nous y veillerons !



Vous pouvez consulter le texte complet de la déclaration finale : www.fneeq.q.ca

PLAN D'ACTION

A fin d'assurer l'atteinte des objectifs de la Déclaration commune adoptée par les participantes et participants au Forum continental sur l'éducation, tenu dans le cadre du deuxième Sommet des peuples des Amériques, il est convenu que les organisations hôtes rechercheront les ressources financières nécessaires afin de mettre sur pied un Secrétariat temporaire qui, avec la collaboration des organisations régionales et mondiales existantes assurant une représentation des divers ordres d'enseignement, pourrait :

A. Donner suite au Forum continental en diffusant les interventions des conférencières et conférenciers invités ainsi que le document de base et la Déclaration commune adoptée par le Forum.

B. Assurer la surveillance des engagements pris par les chefs d'État en matière d'éducation lors des Sommets des Amériques de Santiago (1998) et de Québec (2001) ainsi que des travaux sur l'éducation qui seront réalisés sous la direction des ministres de l'Éducation du continent ou des organisations mandatées par ceux-ci, notamment en ce qui a trait aux projets d'indicateurs continentaux en éducation et d'évaluation de l'éducation et à en faire connaître les résultats.

C. Rassembler, avec la collaboration des organisations syndicales nationales et régionales et des organisations non gouvernementales, la documentation concernant les mesures prises dans les divers pays du continent dans la suite du plan d'action des Sommets des Amériques et à en assurer la diffusion.

D. Poursuivre les actions et stratégies organisationnelles visant à soutenir l'éducation publique comme droit des personnes et des peuples et à la promouvoir comme une alternative supérieure à la privatisation et à la commercialisation.

E. Étudier la possibilité d'une action concertée visant à exiger des chefs d'État d'exclure l'éducation à titre de service pouvant être « marchandisé » par un accord de libre-échange.

Pour leur part, les organisations représentées au Forum s'engagent à :

- collaborer à la réalisation du présent plan d'action et à assurer la diffusion la plus large possible de la Déclaration commune dans une perspective d'information, de formation et d'éducation;
- favoriser la participation au Forum sur l'éducation du Forum social mondial qui se tiendra à Porto Alegre au début de 2002.

Il est également convenu :

- que les documents discutés au Forum continental sur l'éducation soient diffusés aux participantes et participants au troisième Sommet des Amériques ainsi qu'aux ministres de l'Éducation des Amériques;
- d'inviter les syndicats et les organisations sociales à participer à la campagne en défense de l'éducation publique dans chacun des pays des Amériques;
- de demander à l'Alliance sociale continentale de convoquer un autre Sommet des peuples à l'occasion du prochain Sommet des Amériques.

Déclaration de solidarité

Des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation



Nous réaffirmons que l'éducation est un droit primordial qui engage la responsabilité des États. Ceux-ci doivent fournir des services éducatifs et de formation accessibles à tous. L'éducation pour toutes et tous est le ciment de la solidarité sociale, le véhicule des valeurs collectives et la base d'une culture commune pour toutes les nations.

Nous sommes des travailleuses et des travailleurs de l'éducation qui oeuvrent partout en première ligne pour la promotion du droit à une éducation de qualité, gratuite, et ce, tout au long de la vie.

Nous nous opposons vigoureusement à toute ingérence des entreprises transnationales dans l'organisation de la vie collective de nos sociétés.

Nous dénonçons les gouvernements néolibéraux qui visent à réduire l'éducation à des fins utilitaristes et commerciales.

L'éducation n'est pas une marchandise ni un commerce, encore moins un privilège; c'est une nécessité pour le développement de la citoyenneté et l'émancipation des personnes.

Nous revendiquons que les États garantissent le plein financement public de l'éducation du préscolaire à l'université.

Nous revendiquons que les États protègent et fassent la promotion de la culture des peuples et des nations dans leur diversité, contre toute uniformisation de la culture marchande dominante.

Nous revendiquons que les États reconnaissent le rôle déterminant des diverses composantes de la société civile, en toute transparence démocratique dans les processus de décision publique.

Nous nous engageons à défendre les travailleuses et les travailleurs dont les droits sont bafoués par les gouvernements et les grandes entreprises.

Nous nous engageons à renforcer la solidarité avec les organisations syndicales au plan international et au plan continental, ainsi qu'avec toutes celles et tous ceux qui luttent pour les droits sociaux, en particulier le droit à une éducation publique de qualité.